

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## METRO DE LYON

### Un ouvrier tué deux autres blessés sur un chantier

Vendredi matin, un ouvrier marocain, Enadj Knidel a été tué sur un chantier au carrefour Cour Gambetta-Boulevard des Tchecoslovaques, alors qu'il commençait la démolition d'un mur provisoire, installé au fond d'une énorme excavation ouverte dans le carrefour pour l'installation du futur métro de Lyon.

Le mur en aggloméré retenait une bande de terrain rendu instable par les eaux. Dès la mise en route du pistolet compresseur, le mur éclata. Un ouvrier fut projeté dans une mare d'eau, assomé par un parpaing et noyé. Un autre fut renversé brutalement et un troisième blessé à la tête. M. Knidel était âgé de 41 ans, il était marié et père de trois enfants. Le syndicat CGT a dénoncé l'insuffisance du mur provisoire et l'absence de garde du corps au niveau du chantier.

## Fraude fiscale : nouvelles inculpations

Les poursuites pour fraude fiscale continuent. Les juges d'instruction Landreau, Martinet et Michau viennent d'inculper sous ce chef, diverses «personnalités parisiennes». Bernhard Zehrfuss, grand prix de Rome d'architecture et inspecteur général des bâtiments civils de l'Etat, a «oublié» de déclarer en 1972 et 1973 un million de francs lourds.

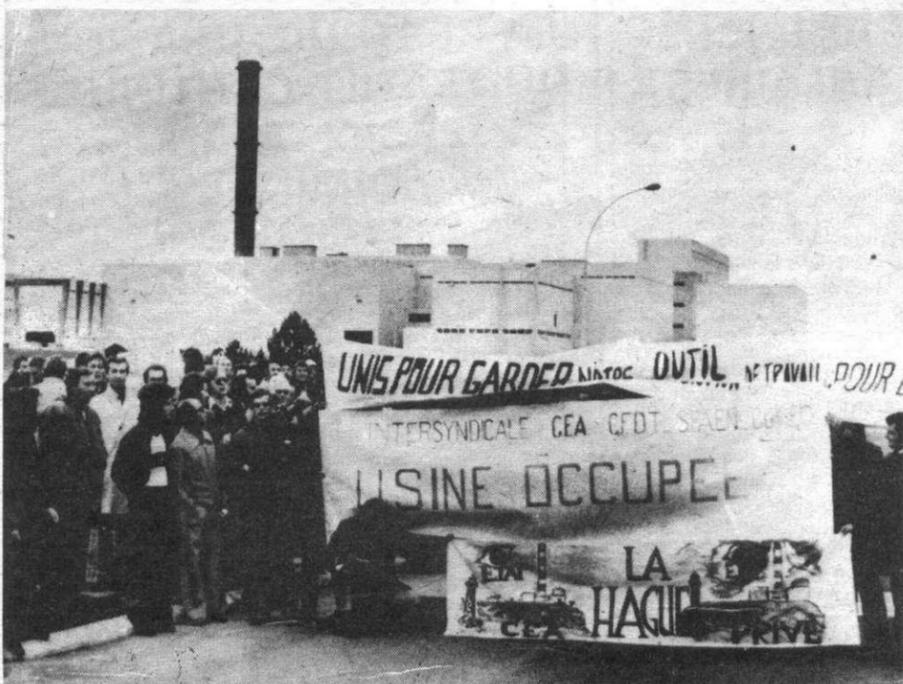
Maurice Joseph, directeur de l'Ecole Supérieure Libre des Sciences Commerciales Appliquées, et ses deux enfants ont minoré le nombre des élèves de l'établissement, ce qui leur aurait permis d'économiser 1 160 000 F d'impôts !

Mme Louis Baumel, PDG de la société européenne d'édition et de composition, a eu des omissions en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés. Mme Baumel est l'épouse de Jacques Baumel, député RPR...

Inculpés aussi, un «artiste peintre», un gérant d'une société immobilière, un expert judiciaire, un expert comptable...

Les inculpations pour fraude fiscale semblent se multiplier. Elles évitent toujours soigneusement de s'attaquer aux dirigeants des très grandes sociétés liées aux banques. Les condamnations pour fraude fiscale qui permettent de donner une façade de «justice fiscale», rapportent des sommes non négligeables à l'administration, puisque les «redressements» ont doublé en deux ans pour passer de 4,7 milliards en 73 à 9,5 milliards de francs en 75.

## 8 TRAVAILLEURS CONTAMINÉS AU CENTRE DE LA HAGUE



Vendredi matin, 8 travailleurs ont été intoxiqués au centre du retraitement de La Hague : au cours d'une opération de conditionnement de l'oxyde plutonium, dans l'atelier de «moyenne activité», une fuite s'est produite dans le soufflet d'une rotule d'une télémanipulateur. 5 techniciens de La Hague et trois contrôleurs de l'EURATOM ont été ainsi irradiés et mis sous surveillance médicale à leur domicile.

Pour la direction du centre, il n'y a pas de quoi s'inquiéter : «Les résultats des analyses que des médecins ont pratiquées ne seront connus que lundi. Il serait donc prématuré d'affirmer quoi que ce soit. En revanche, le système d'alarme sonore et lumineux a parfaitement fonctionné et a permis l'évacuation immédiate...»

## A la cité universitaire (Paris)

# SUCCEs DU MEETING CONTRE LA REPRESSION DES ETRANGERS

Le meeting organisé jeudi soir à la Cité Universitaire Internationale par plusieurs organisations étudiantes étrangères a été le résultat de l'une des premières ripostes contre la convention «anti-terroriste» établie et signée, le 27 janvier par plusieurs représentants des gouvernements européens. La mise en cause de la politique de l'impérialisme de Giscard dans les différentes interventions, a surtout dévoilé une fois de plus le rôle de la police française dans la répression exercée contre les révolutionnaires du Tiers-Monde.

«Comment se fait-il que des détails pris sur les interrogatoires des camarades Oskoui et Takbiri, ces détails étant inconnus publiquement en France, aient été publiés par les journaux iraniens s'ils n'ont pas été communiqués par la police française à la SAVAK ?» se demandait le président de l'Union des Étudiants Iraniens. Le camarade palestinien, prenant la parole au nom de ses compatriotes à Paris, a souligné : «Il y a juste un mois, notre martyr, Mahmoud Saleh, tomba sur le territoire français. La police française était restée inactive durant cet événement. Aujourd'hui même, un mois après, un attentat a été commis à la librairie Palestine, rue de la Réunion, Paris 20<sup>e</sup>». Le représentant des étudiants tunisiens a montré son étonnement devant la libération ce lundi d'Ali Couci, agent de la police politique tunisienne, qui avait essayé de liquider physiquement un militant étudiant qui écrivait des slo-

gans anti-impérialistes et nationalistes sur les murs du Consulat de Tunisie à Nice. «Notre camarade, disait-il, est toujours hospitalisé à Nice à la suite d'une balle qu'il a reçue en plein ventre. Son agresseur a été libéré, ce qui montre que la police politique tunisienne non seulement a agi librement, mais qu'elle a bénéficié de la collaboration de la police française.»

La collaboration de Poniatowski avec les polices les plus réactionnaires du monde s'inscrit dans une politique d'ensemble, Giscard ayant signé des accords économiques par exemple avec l'Iran, au cours de sa dernière visite, et avec l'Afrique du Sud pour la vente de centrales nucléaires, etc... poursuit les militants révolutionnaires et anti-impérialis-

tes étrangers en France. Il empêche les travailleurs immigrés de s'organiser politiquement (interdiction de l'Organisation Communiste Africaine). 4 400 travailleurs ont été expulsés en 76, ce qui représente plus que le double du nombre des expulsés de l'année 75.

Devant cette situation, les étudiants et travailleurs étrangers doivent s'unir côte à côte avec la classe ouvrière française et les révolutionnaires français pour combattre le pouvoir.

Les travailleurs immigrés et étudiants étrangers refusent de payer la crise politi-

que de l'impérialisme français. Les travailleurs immigrés et étudiants étrangers refusent de payer la crise politique de l'impérialisme français. Les camarades iraniens, Takbiri et Oskoui, qui étaient présents à ce meeting, ont pris la parole, affirmant que leur libération «était le fruit d'une lutte engagée par leurs camarades et par toutes les forces démocratiques et révolutionnaires françaises et étrangères».

C'est une victoire remportée contre la politique de Giscard, une victoire de la solidarité internationale.

Corr.

## DÉMISSION DU CHS DE COMUREX

Les délégués au comité d'hygiène et sécurité de la COMUREX ont décidé de démissionner collectivement pour affirmer leur opposition à la politique de la direction qui méprise ouvertement la santé des travailleurs pour son plus grand profit.

Au terme de six heures de discussions stériles, aucune mesure concrète pour protéger les travailleurs n'avait

été envisagée par la direction.

La direction de COMUREX abandonne en effet, son projet initial de stocker les matériaux radioactifs dans une aire étanche, isolée des ateliers : il est maintenant prévu selon les dernières entrevues, de ranger ceux-ci au sous-sol, au dessous de la salle de repos, de la cuisine, et de la salle de contrôle...

## Après les 2 morts de la «drog-partie» de Caen

# LE FILS DU SÉNATEUR-MAIRE DE CAEN EST INCULPÉ

Le fils du sénateur-maire de Caen vient d'être inculpé dans l'affaire de la «drog-partie» qui a coûté la mort à deux jeunes hommes. Vincent Girault a été inculpé d'infraction à la législation des stupéfiants, de recel de cadavres, et de non-assistance à personne en danger. Il est actuellement gardé à vue au CHU de Caen où il a été admis 48 heures après, pour une hépatite virale. Le fils du maire, qui n'aurait pas participé à la soirée, a aidé au transport du cadavre de Jean-Paul Lipot qui a été retrouvé vendredi dans un bois à quinze kilomètres de Cabourg.

Le fils du sénateur-maire travaillait comme «archiviste auxiliaire» à la mairie de Caen. Il vivait dans un deux pièces qu'il avait loué. C'est dans ce deux pièces qu'il organisait régulièrement des «soirées» où héroïne et alcool étaient consommées en quantité. Vincent Girault était lui-même un toxicomane notoire. L'hépatite dont il souffre est une affection fréquente chez les drogués qui se contaminent par la seringue.

Dès l'annonce de l'implication de son fils, le maire, de Caen, M. Girault, sur qui cette affaire rejaillit à moins de deux mois des municipales, a tenu à faire cette déclaration : «En dépit de mes fonctions officielles, je ne suis devant ce fléau qu'un père comme un autre. Vincent a des problèmes de drogue, je ne le cache pas.

Je pense que mes concitoyens sauront faire la part entre mon malheur moral et les agitations électorales. De toute façon, en qualité de maire et d'officier de police judiciaire, je veux que toute la lumière soit faite. Même si la vérité doit me faire très mal...»

Ce qui reste à savoir, c'est si les jeunes gens ont été victimes de «doses» frelatées ou s'ils ont tenté de se suicider, étant dans un état de délabrement moral assez avancé.

Le professeur Lebreton, du laboratoire de toxicologie de la préfecture de police est chargé d'analyser la dose mortelle. En effet, depuis quelques mois est apparu sur le marché un cocktail dangereux à base de morphine et de strychnine, dont les effets peuvent être mortels.

Le sénateur maire de Caen s'en est pris au commerce mortel de la drogue. Mais comment se fait-il qu'il était aussi facile visiblement de s'en procurer dans certains cafés spécialisés de Caen, par l'intermédiaire de petits trafiquants. Et peut-on oublier, malgré quelques opérations publicitaires de Poniatowski, que les gros trafiquants semblent agir en toute liberté avec la protection d'officines de truands liés à la pègre des bas-fonds du pouvoir ? Souvenez-vous de la Sôdetex dans l'affaire de Broglie.

## SIMONÉ CONTRE DE VARGA

Pas de rebondissements dans l'affaire de Broglie. La deuxième audition de l'ex-policier a vu Simoné minimiser son rôle dans l'affaire. Il a déclaré avoir participé à des filatures du député de l'Eure. Simoné a continué à charger de Varga, tout en affirmant qu'il travaillait pour le compte d'autres personnes que lui seul connaissait.